

Crise énergétique (direct)

Le Qatar va fournir du gaz à la Chine sur le long terme

Hausse des prix, risque de pénurie, rationnement, l'hiver s'annonce compliqué sur le plan de l'énergie. Suivez en direct les dernières informations à ce sujet en Suisse et dans le monde.

LIVE

Publié: 06.09.2022, 17h22

Hier, 18h43

L'UE reste divisée sur le plafonnement des prix du gaz

Les pays de l'Union européenne ont affiché jeudi leurs divergences sur une proposition de la Commission pour plafonner les cours du gaz, majoritairement jugée inefficace, ce qui les a amené à reporter l'adoption d'autres mesures pour répondre à la crise énergétique.

Réunis à Bruxelles, les ministres de l'Énergie ont approuvé le contenu d'un texte prévoyant des achats groupés de gaz -auxquels peuvent participer volontairement des consortiums d'entreprises- et un mécanisme de solidarité pour les pays menacés de pénuries, ainsi qu'un autre texte simplifiant les autorisa-

tions pour les infrastructures d'énergies renouvelables.

Mais ces textes n'ont pas été formellement approuvés, en raison d'une levée de boucliers contre une troisième proposition de la Commission visant à plafonner les prix du gaz.

«L'adoption formelle interviendra ultérieurement, de concert avec l'accord politique» sur ce mécanisme de plafonnement, a déclaré le ministre tchèque Jozef Sikela, dont le pays occupe la présidence tournante du Conseil de l'UE.



Jozef Sikela à Prague, le 31 octobre 2022.

KEYSTONE/EPA/MARTIN DIVISEK

«Les discussions ont été houleuses sur ce point, il y a des positions très divergentes, mais le débat ne fait que commencer», a-t-il ajouté. Prague a convoqué une nouvelle réunion ministérielle pour mi-décembre, espérant débloquer le dossier avant un sommet des dirigeants des Vingt-Sept.

«On a stabilisé les positions sur deux textes sur lesquels il n'y aura plus de négociations. Le troisième est inacceptable pour tout le monde en l'état, et il y a eu une majorité d'États pour demander qu'on décide sur l'ensemble, c'est une question

d'équilibre», a expliqué la ministre belge Tinne van der

Straeten.

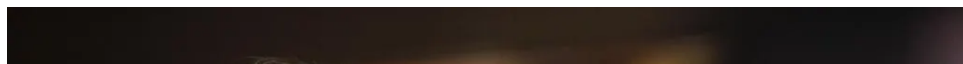
Le mécanisme controversé proposé mardi par l'exécutif européen consisterait à plafonner pour un an les prix des contrats mensuels sur le marché gazier de référence TTF dès qu'ils dépassent 275 EUR/MWh pendant deux semaines consécutives, entre autres conditions -ce qui ne s'est jamais produit, même au plus fort de la flambée des cours en août dernier.

«A ce niveau, ce n'est pas un plafond! Les prix du gaz menacent les ménages et entreprises, nous avons perdu trop de temps sans résultats», a fulminé jeudi le ministre grec Kostas Skrekas, tandis que son homologue polonaise Anna Moskwa fustigeait «une plaisanterie» et réclamait une nouvelle proposition «dans les prochains jours».

La ministre espagnole Teresa Ribera a, elle, jugé le texte de la Commission «inapplicable et inefficace», le qualifiant de «mauvaise blague».

«Instructions claires»

A l'issue de la réunion, la ministre française de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher s'est félicitée de l'accord trouvé sur l'accélération des énergies renouvelables, les achats groupés ou encore sur l'idée de «coupe-circuits» pour endiguer la volatilité des prix des hydrocarbures sur les marchés.





Agnès Pannier-Runacher à Bruxelles, le 24 novembre 2022.

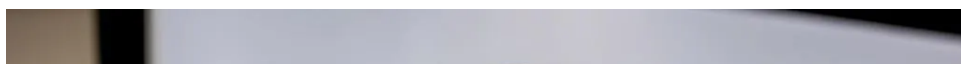
KEYSTONE/EPA/OLIVIER HOSLET

En revanche, la proposition pour plafonner les prix «ne va pas assez loin pour protéger nos entreprises et notre industrie. La Commission devra faire de nouvelles propositions», a-t-elle souligné.

Les dirigeants des Vingt-Sept avaient demandé fin octobre à Bruxelles de préparer un mécanisme «temporaire» pour plafonner les prix du gaz, mais à la condition expresse que cela ne perturbe pas les approvisionnements du continent et que cela n'incite pas à consommer davantage d'hydrocarbures -des garde-fous exigés notamment par l'Allemagne, rétive à toute intervention sur les marchés.

«Nous avons reçu des instructions très claires sur la nécessité d'éviter les effets indésirables, et c'est ce que nous avons fait», s'est défendue jeudi la commissaire à l'Energie Kadri Simson, tout en reconnaissant que «les attentes et exigences» des États étaient «très différentes».

Un groupe de pays (Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Luxembourg, Danemark...) continue de réclamer un encadrement drastique du dispositif.





Sven Giegold à Prague, le 12 octobre 2022.

KEYSTONE/EPA/MARTIN DIVISEK

«La question centrale est d'éviter qu'il conduise à assécher nos approvisionnements en gaz», face à la concurrence d'acheteurs asiatiques offrant des prix plus élevés, a affirmé le secrétaire d'État allemand Sven Giegold. «D'un autre côté, si le seuil de déclenchement est trop élevé, le mécanisme ne sera d'aucune aide. Il faut trouver un équilibre», a-t-il admis.

Hier, 18h19

Renault accélère dans l'énergie solaire et la géothermie

Renault va augmenter la part des énergies renouvelables pour alimenter ses usines en France, notamment via un contrat majeur d'électricité solaire avec l'énergéticien Voltalia, a annoncé le constructeur automobile jeudi.

Ce contrat d'approvisionnement en électricité solaire, valable 15 ans, devrait permettre à Renault de couvrir à terme la moitié de la consommation électrique de ses usines françaises, avec une puissance de 100 mégawatts à partir de 2025 qui passera à 350 mégawatts en 2027.

Voltalia estime qu'il s'agit du plus grand contrat d'approvision-

nement en électricité renouvelable jamais signé en France entre un producteur d'électricité et une entreprise cliente.

«Aujourd'hui, nous franchissons une étape stratégique dans notre objectif d'atteindre la neutralité carbone dans nos usines», a déclaré le directeur général de Renault, Luca de Meo, dans un communiqué.



Emmanuel Macron et Luca De Meo à Paris le 17 octobre 2022
KEYSTONE/EPA/GONZALO FUENTES/POOL MAXPPP OUT

L'objectif pour Renault, c'est notamment d'atteindre ce que le groupe appelle la neutralité carbone d'ici à 2025 dans son pôle ElectriCity, près de Paris, qui doit produire 500.000 véhicules électriques par an, dont les futures Renault 4 et 5.

Pour y parvenir, le groupe a également signé un contrat avec Engie pour alimenter son site de Douai (Nord) en géothermie. A la fin 2023, l'énergéticien entamera des travaux de forage afin de puiser de l'eau chaude (à 130-140°C) à 4.000 mètres de profondeur, pour chauffer l'usine et les machines et remplacer le gaz à 70%, ou produire de l'électricité.

Renault veut diviser par deux les émissions carbone de ses sites dans le monde d'ici à 2030, par rapport à 2019.

Le groupe a déjà signé en 2021 un accord avec Iberdrola en Es-

pagne, pour y alimenter ses sites en énergies renouvelables à 100%.

La grande majorité (98%) des émissions d'un constructeur automobile relèvent d'émissions indirectes appelées «Scope 3», c'est-à-dire essentiellement de l'utilisation des voitures, selon les calculs de l'ONG Transport & Environment. Mais ces émissions baissent fortement pour les voitures électriques: la fabrication de la batterie représente le tiers de l'empreinte carbone d'un véhicule électrique.

Hier, 18h12

Les craintes de pénurie d'électricité s'éloignent cet hiver

Une pénurie d'électricité en Suisse, avec des coupures de courant, est devenue moins probable selon l'Elcom. Les risques n'ont toutefois pas disparu.

«Il y a effectivement une certaine amélioration», a affirmé le président de la Commission fédérale de l'électricité (Elcom), Werner Luginbühl, auprès de l'agence AWP. Le risque de coupures de courant ne peut cependant être exclu. Il reste important d'utiliser l'électricité avec parcimonie.



Werner Luginbuehl à Berne, le 19 octobre 2022.

D'autant plus qu'en France, EDF a pris du retard dans le redémarrage de ses réacteurs nucléaires. L'Hexagone pourrait connaître des coupures de courant en janvier si ses habitants, ses collectivités et ses entreprises ne réduisent pas leur consommation électrique, a mis en garde le gestionnaire du réseau hexagonal RTE.

Si ces coupures se concrétisaient, il n'y aura pas forcément d'impact technique sur le réseau suisse, «mais cela entraînerait une tension supplémentaire de la situation», a fait savoir mardi l'Elcom à AWP. De plus, les prix du courant pour le début d'année prochaine sont supérieurs à ceux de janvier 2022.

Concernant l'hiver 2023/24, il n'est pas certain que les réservoirs européens de gaz pourront à nouveau être remplis.

Hier, 14h32

Les 27 se divisent sur le plafonnement du prix du gaz

Les 27 pays de l'UE tentaient jeudi de s'entendre sur des propositions de la Commission pour contrer la flambée des prix de l'énergie, mais un accord était menacé par une fronde contre le projet de plafonnement des cours du gaz jugé insuffisant.

Réunis à Bruxelles, les ministres de l'Énergie de l'Union européenne doivent se prononcer sur un texte renforçant la solidarité du bloc européen. Il prévoit des achats groupés de gaz, un mécanisme garantissant que tout pays menacé de pénurie recevra du gaz d'autres États membres, et des «coupe-circuits» pour limiter la volatilité des prix des hydrocarbures sur les marchés.

Un second texte sur la table, également préparé par la Commission, vise, pour une durée d'un an, à simplifier et à accélérer les autorisations d'installations de pompes à chaleur et de

panneaux solaires, en vue de doper la production d'électricité «verte».

Ces deux textes, destinés à s'appliquer dès le feu vert des États membres, font consensus. Mais un accord est mis en péril par une autre proposition de la Commission visant à plafonner les prix du gaz, qui suscite une levée de boucliers.

Ce dispositif, dévoilé mardi, consisterait à plafonner pour un an les prix des contrats mensuels sur le marché gazier de référence TTF dès qu'ils dépassent 275 euros/MWh pendant deux semaines consécutives, entre autres conditions -- ce qui ne s'est jamais produit, même au plus fort de la flambée des cours en août dernier.



Konstantinos Skrekas à Bruxelles, le 30 septembre 2022.

KEYSTONE/EPA/OLIVIER HOSLET

«À ce niveau, ce n'est pas un plafond! Ces prix menacent les ménages et entreprises, nous avons perdu trop de temps sans résultats», a fulminé à son arrivée le ministre grec Konstantinos Skrekas, estimant que tout accord sur les mesures de soli-

darité et d'achats communs serait conditionné à un plafonne-

ment effectif des prix.

«C'est une plaisanterie! Il fait -10 degrés chez nous, nous ne voulons pas continuer à discourir sur la solidarité ou les renouvelables, il faut discuter dès maintenant d'un plafond des prix du gaz» et obtenir un nouveau texte de l'exécutif européen «dans les prochains jours», a souhaité son homologue polonaise Anna Moskwa.

La ministre espagnole Teresa Ribera a fustigé la proposition de la Commission «inapplicable et inefficace» pour plafonner les prix, soulignant «la grande inquiétude d'une large majorité d'Etats membres» à ce sujet.

«Il est important d'arriver à un accord sur tous les dossiers en même temps (...) Je ne pense pas que ce soit possible aujourd'hui», a estimé son homologue belge Tinne van der Straeten.

Considérant que le plafonnement proposé est «insuffisant» et «certainement pas une réponse à l'envolée des prix» qui menace l'industrie européenne, la ministre française Agnès Panier-Runacher a cependant appelé à approuver dès jeudi les autres textes. «Il ne faut pas tout mélanger et avancer là où on peut», a-t-elle plaidé.

Hier, 09h51

Pénurie d'électricité: La Poste devra fermer certains centres

En cas de pénurie d'électricité, La Poste ne pourrait pas simplement réduire ses activités. Il faudrait «arrêter complètement l'exploitation de certains sites», avertit Christian Levrat. Lire l'article.





Le président du conseil d'administration de La Poste, Christian Levrat, ne pense pas qu'il soit possible de limiter l'activité de tri. (Photo d'archives)

KEYSTONE/GAETAN BALLY

21.11.2022, 23h05

En Finlande, la production régulière d'un nouveau réacteur nucléaire reportée à janvier

Après des années de retard, le réacteur nucléaire finlandais d'Olkiluoto 3 ne devrait pas commencer sa production régulière d'électricité avant au moins la fin du mois de janvier, a indiqué lundi l'exploitant TVO, après la détection de dommages en octobre.



AFP

«L'enquête sur les dommages subis par les pompes d'alimentation en eau d'Olkiluoto 3 se poursuivra pendant encore quelques semaines», précise TVO dans un communiqué. Le réacteur devait entrer en service en décembre, après des années de retard, mais en octobre TVO a signalé que des dommages avaient été détectés dans des pompes à eau.

TVO a déclaré lundi que l'enquête sur la cause de ces dommages se poursuivait et donc que la production régulière d'électricité ne commencerait qu'à la fin du janvier 2023, au plus tôt.

21.11.2022, 11h15

Le Qatar va fournir du gaz à la Chine sur le long terme

Le Qatar a annoncé lundi un accord d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) avec la Chine sur 27 ans, affirmant qu'il s'agissait de «la plus longue durée» jamais vue dans cette industrie, en pleine crise mondiale de l'énergie provoquée par la guerre en Ukraine

Cette annonce intervient alors que plusieurs l'Europe cherche

à se tourner vers des alternatives aux hydrocarbures russes, sans être parvenue à un tel accord avec le riche émirat gazier du Golfe.

L'entreprise publique Qatar Energy exportera chaque année quatre millions de tonnes de GNL provenant de son nouveau projet North Field à Sinopec (China Petroleum and Chemical Corporation), a déclaré lors d'une conférence de presse Saad Sherida Al-Kaabi, ministre de l'Energie du Qatar.



Keystone

Il s'agit de l'accord «de la plus longue durée dans l'histoire de l'industrie du GNL», s'est félicité le responsable, qui est également directeur général de Qatar Energy.

North Field est au centre de la stratégie du Qatar d'accroissement de sa production de GNL de plus de 60%, pour atteindre 126 millions de tonnes par an d'ici 2027.

L'Asie, Chine, Japon et Corée du Sud en tête, constitue le principal marché pour le gaz du Qatar, de plus en plus courtisé par les pays européens depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Mais les négociations avec les Européens ont été difficiles, l'Allemagne et d'autres pays ayant refusé de signer le type d'ac-

cords à long terme conclus par le Qatar avec les pays

asiatiques.

17.11.2022, 14h28

Les risques liés aux géants de l'électricité doivent être limités

Les risques liés aux énergéticiens «too big to fail» doivent être limités. Le Conseil fédéral approuve sans commentaire une motion d'Eva Herzog (PS/BS), voulant introduire une réglementation similaire à celle imposée aux grandes banques après la crise financière de 2007-2008.



Eva Herzog à Berne, le 10 novembre 2022.

KEYSTONE/Peter Klaunzer

La volatilité récente des prix de l'électricité a mis en difficulté les grands énergéticiens. Fin 2021, Alpiq a appelé à l'aide la Confédération. Quelques mois plus tard, c'est au tour d'Axpo. Pour Eva Herzog, il faut limiter les risques que font courir ces entreprises à l'économie helvétique.

Les risques doivent notamment être réduits, en établissant des contrats à moyen et long terme avec les entreprises remplissant une mission de service public. Et des prescriptions relatives aux fonds propres et aux liquidités doivent être élaborées.

rées, propose-t-elle.

La transparence sur les activités et les risques doit aussi être améliorée. La poursuite des fonctions indispensables à l'économie assurée. Et le financement fédéral d'urgence évité.

16.11.2022, 20h00

Parmelin monte le chauffage de 19 à 20 °C

Le Conseil fédéral précise les interdits, restrictions et contingentements qu'il pourrait manier si l'on vient à manquer de gaz. Dont une surprise. Lire notre article.



Le conseiller fédéral Guy Parmelin affirme que le risque de pénurie de gaz reste bas pour l'instant et que la Suisse est bien préparée.

KEYSTONE/ANTHONY ANEX

16.11.2022, 19h13

Risque de pénurie de gaz: «Le Conseil fédéral a gardé le sens des proportions»

Les mesures qui seront appliquées en cas d'éventuelle pénurie de gaz sont raisonnables, estime l'association suisse de l'industrie gazière après les décisions annoncées mercredi par le

Conseil fédéral. Cette organisation a déjà mis sur pied une cellule de crise KIO Gas.

«Le Conseil fédéral a su garder le sens des proportions», déclare Daniela Decurtins, directrice de l'Association Suisse de l'Industrie Gazière (ASIG) mercredi dans un communiqué. L'association suisse de l'industrie gazière accueille de manière positive les projets d'ordonnance du Conseil fédéral en cas de pénurie de gaz.

Lire l'article: Tous les consommateurs devront contribuer en cas de pénurie de gaz



Daniela Decurtins à Soleure, le 28 mars 2017.

KEYSTONE/Gaetan Bally

«Avec la publication des projets d'ordonnance, la population et l'économie savent désormais à quoi s'en tenir en cas de pénurie de gaz», a poursuivi la directrice. L'industrie gazière va maintenant examiner attentivement si d'autres adaptations doivent être apportées aux projets d'ordonnances.

Les personnes et les entreprises concernées peuvent se préparer en conséquence. Il en va de même pour la cellule de crise KIO Gas, qui a pour mission d'observer l'évolution de la situation et, en cas de pénurie, d'aider les gestionnaires de réseau à

soutenir la mise en œuvre des mesures ordonnées par la Confédération.

KIO Gas, qui a été mis en place par l'ASIG, a entre-temps mis en place son organisation et commencé ses travaux dans les domaines de la gestion de l'offre et de la consommation. Elle travaille sur la base des projets d'ordonnances publiés par le Conseil fédéral.

16.11.2022, 16h04

Tous les consommateurs devront contribuer en cas de pénurie de gaz

Les ménages, qui consomment plus de 40% du gaz en Suisse, seront appelés à réduire leur utilisation dès le début d'une éventuelle crise, a décidé le Conseil fédéral. Lire l'article.



Il est probable que tous les groupes de consommateurs, y compris les ménages, devront apporter leur contribution aux économies de gaz dès le début d'une éventuelle pénurie.

KEYSTONE/Jean-Christophe Bott

16.11.2022, 13h43

Ventes de gaz: «Moins de Russie, plus de Qatar»

Alors que le monde entier cherche de nouvelles sources d'approvisionnement en énergies suite à l'invasion russe de l'Ukraine, l'émirat voit les investisseurs étrangers affluer. Lire notre article.



La demande mondiale en gaz naturel liquéfié (GNL) devrait doubler d'ici 2040. Une aubaine pour l'émir du Qatar, Sheikh Tamim ben Hamad al-Thani, très courtisé par les Occidentaux.

FETHI BELAID/AFP

15.11.2022, 15h00

L'économie demande un plan d'urgence clair en cas de pénurie

Plusieurs associations économiques réclament des conditions-cadres claires en cas de pénurie de gaz cet hiver. Les fournisseurs de gaz et les consommateurs doivent pouvoir se préparer.

L'économie a besoin de plus de transparence et de plus de sécurité juridique, ont indiqué mardi la faïtière Economiesuisse, Swissmem, l'industrie chimique, la communauté d'intérêt des consommateurs de gaz ainsi que le groupe gros clients d'électricité dans un communiqué commun.





Photo d'illustration.
KEYSTONE/Martial Trezzini

Il est essentiel que les ordonnances d'urgence de la Confédération soient «adaptées aux réalités entrepreneuriales de la Suisse». Les entreprises saines ne doivent pas décliner en raison de restrictions. Les entreprises qui économisent déjà le gaz ne doivent pas de leur côté être pénalisées par des prescriptions.

L'objectif volontaire de réduction de 15% de la consommation de gaz entre octobre 2022 et mars 2023 a été bien atteint jusqu'à présent, selon le communiqué. Si les mesures d'économie ne devaient pas suffire, le Conseil fédéral avait évoqué un contingentement comme mesure d'ultime recours. Les ordonnances n'entreraient en vigueur qu'en cas de pénurie et seraient adaptées en fonction de la situation.

14.11.2022, 14h17

Neuchâtel veut accélérer la pose de panneaux photovoltaïques

Neuchâtel veut intensifier le recours aux panneaux photovoltaïques sur les bâtiments de l'État. Le canton va en installer, lors d'assainissements du patrimoine immobilier cantonal, chaque fois que cela est pertinent. Onze sites prioritaires ont

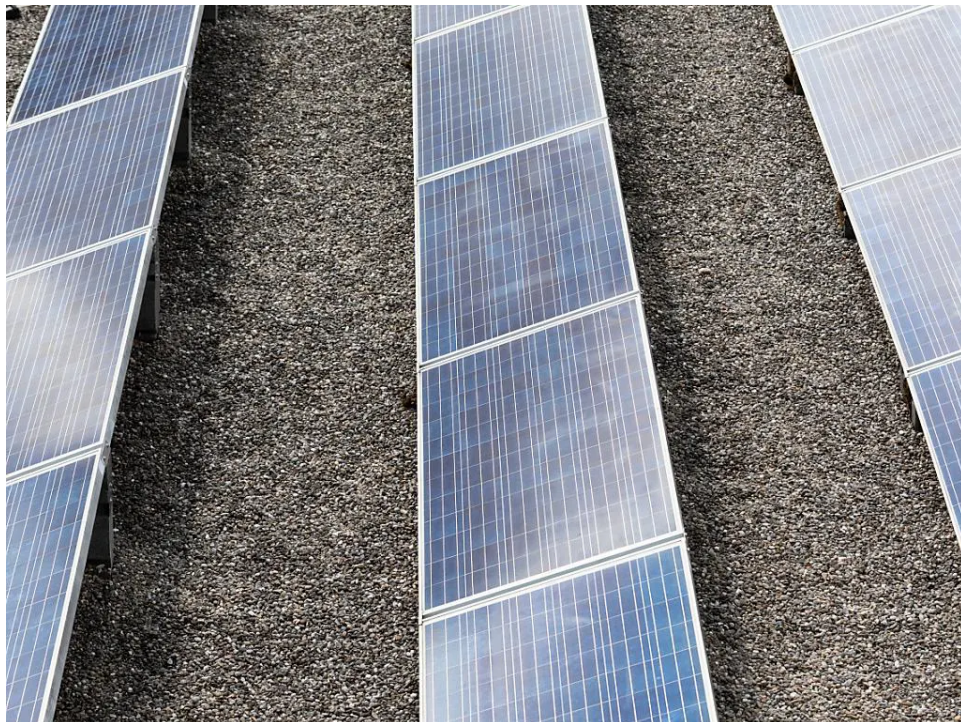
été identifiés.

«Au vu de l'augmentation significative, et même exponentielle en ce qui concerne l'électricité, des tarifs en matière d'énergie, une intensification du recours au photovoltaïque apparaît aujourd'hui indispensable», a indiqué lundi le Conseil d'Etat. Le canton veut donc mettre «l'accélérateur», a déclaré Laurent Kurth, en charge des finances.

Onze sites prioritaires ont été identifiés, comme présentant un potentiel solaire intéressant. On y trouve notamment Le Laténum (musée d'archéologie à Hauterive), un bâtiment du Centre professionnel neuchâtelois à La Chaux-de-Fonds et le site de Perreux.

Plus d'une centaine de toits

En tenant compte des cinq installations déjà planifiées et des onze nouvellement prévues, la production supplémentaire sera d'environ 2300 mégawatts par an d'ici à 2025, contre 1700 mégawatts produits actuellement. D'ici à cette échéance, un total de 4000 mégawatts par an, soit la consommation de 1000 ménages, est attendu.



photovoltaïques. (Photo d'illustration)

Keystone

En 2050, le canton espère couvrir 106 toitures de ses bâtiments, représentant 52'000 m². «L'État veut être exemplaire et ses objectifs sont largement au-dessus de ceux voulus pour le privé», a expliqué l'architecte cantonal Yves-Olivier Joseph.

Un crédit de 4,6 millions de francs est donc demandé. Cet effort supplémentaire doit aussi contribuer à stimuler le développement de l'industrie photovoltaïque du canton. Neuchâtel avait d'ailleurs été «très à la pointe» en remplaçant les façades de l'Unimail en utilisant une technologie développée par le CSEM, a ajouté Laurent Kurth.

Retard d'entretien à combler

Afin d'éviter une perte de valeur des bâtiments de l'Etat, mais aussi pour améliorer leur performance énergétique et assurer la sécurité, un crédit de 18,5 millions, pour l'entretien du patrimoine immobilier cantonal, est aussi soumis à l'approbation du Grand Conseil.

Le canton possède environ 280 bâtiments, d'une valeur de 1,45 milliard de francs. Les montants alloués au maintien de la valeur d'un parc immobilier devraient en principe s'élever à 1% de sa valeur, soit 14,5 millions par an dans le cas de Neuchâtel, a précisé Yves-Olivier Joseph.

«Au cours du dernier quart du XXe siècle, le patrimoine de l'Etat a accumulé un important retard d'entretien en raison du manque de moyens alloués», a ajouté Laurent Kurth. Avec le crédit de 18,5 millions, entre 3,5 et 5 millions supplémentaires seront injectés par an entre 2023 et 2026.

En y ajoutant les 7 millions octroyés via le compte de fonctionnement pour l'entretien courant, on atteint entre 10,5 et 12 millions. «L'objectif de 1% (14,5 millions) n'est pas encore at-

teint, mais on s'en rapproche», a ajouté Yves-Olivier Joseph. Les 18,5 millions de francs serviront notamment à rénover des façades, des portes, des fenêtres et des toitures.

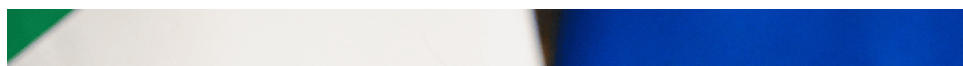
Hors entretien constructif, le canton poursuit son effort d'assainissement. Un premier crédit-cadre de 44 millions de francs a été adopté en janvier 2020 pour rénover quatre à cinq objets, dont le lycée Denis-de-Rougemont. Au total, quelque 30 projets pour un montant total de près de 500 millions d'investissements sont concernés sur une décennie environ.

10.11.2022, 22h57

Énergie: L'Italie débloque 9 milliards supplémentaires contre la flambée des prix

Le gouvernement italien a débloqué jeudi soir un total de 9,1 milliards d'euros supplémentaires pour lutter contre la flambée des prix de l'énergie, a annoncé un communiqué du ministère de l'Économie publié à l'issue d'un conseil des ministres.

Cette somme «provient de recettes fiscales extraordinaires», précise le communiqué, grâce à un troisième trimestre meilleur que prévu pour l'économie italienne. Le décret-loi adopté par le gouvernement prévoit ainsi des crédits d'impôt pour les entreprises et les diverses autres activités, comme bars, restaurants ou commerces, pour l'achat de gaz et d'électricité.





Il prévoit également le maintien de la baisse des accises sur le carburant jusqu'au 31 décembre. Ces 9,1 milliards d'euros de soutien du gouvernement Meloni aux familles et entreprises s'ajoutent aux 66 milliards d'euros que le gouvernement de son prédécesseur, Mario Draghi, avait déjà dépensé en 2022 avec le même objectif.

10.11.2022, 14h41

Nucléaire: «toujours pas de progrès» dans les discussions avec l'Iran

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a réitéré, dans un rapport consulté jeudi par l'AFP, sa «vive inquiétude» sur le fait qu'il n'y a «toujours pas de progrès dans les discussions avec l'Iran sur la question de trois sites non déclarés.





Rafael Mariano Grossi au siège des Nations Unies à New York, le 27 octobre 2022.

KEYSTONE/EPA/JUSTIN LANE

Le directeur général Rafael Grossi note cependant la proposition de Téhéran de recevoir des responsables de l'instance onusienne «d'ici fin novembre» et espère à cette occasion des «clarifications» afin de «pouvoir garantir que le programme nucléaire iranien est exclusivement pacifique».

10.11.2022, 10h32

«Personne ne peut arrêter» le progrès des renouvelables, insiste le patron de l'IRENA

«Personne ne peut arrêter ce progrès»: les énergies renouvelables vont continuer leur essor, faisant fi des difficultés, mais doivent aller plus vite pour que le monde tienne ses objectifs climatiques, a déclaré à l'AFP le directeur de l'Agence internationale des énergies renouvelables.

Le monde est pris dans une crise énergétique depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et certains pays, en Europe notamment, font tout pour assurer leur approvisionnement en pétrole et surtout en gaz.

«A court terme cela aura un impact», reconnaît Francesco La

Camera, le directeur général de l'IRENA, dans un entretien avec l'AFP à la COP27 sur le climat en Egypte. «Mais à moyen et long terme, il n'y a pas d'autre voie que l'accélération de la décarbonisation. Parce que finalement les renouvelables ne sont pas seulement bonnes pour le climat, l'emploi, le PIB, mais sont un vrai moyen d'assurer l'indépendance énergétique», dit-il.



Jens Stoltenberg à Bruxelles, le 13 octobre 2022.

KEYSTONE/EPA/STEPHANIE LECOCQ

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a également souligné ce nouvel aspect stratégique mardi, soulignant que la transition vers les renouvelables est «bonne pour notre sécurité».

Pour Francesco La Camera, les Etats-Unis ne risquent pas non plus de revenir en arrière dans leur choix des énergies propres, renforcé dernièrement par le vaste plan d'investissement du président Joe Biden, qui vient d'affronter les élections de mi-mandat.

«Durant la précédente administration (Trump), les centrales à charbon fermaient déjà aux Etats-Unis», a relevé l'Italien.

«Le marché est le moteur. Le marché dit déjà clairement que

nous allons vers un système fondé sur les renouvelables et complété par l'hydrogène, principalement vert. Personne ne peut arrêter ce progrès», a-t-il prédit. «La question n'est pas où nous allons mais à quelle vitesse et quelle échelle», ajoute-t-il toutefois.

L'IRENA a calculé dans un rapport publié pour la COP27 que la transition énergétique n'était pas sur les rails pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris visant à contenir le réchauffement bien en dessous de +2°C, si possible à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

«Les chiffres disent que nous devons doubler l'ambition entre maintenant et 2030», souligne Francesco La Camera.

Les pays du monde entier visent en effet 5,4 térawatts (TW) de capacité renouvelables électriques installée à cet horizon, ce qui représente seulement la moitié des 10,8 TW nécessaires pour respecter les engagements climatiques.

«Potentiel phénoménal»

L'Afrique, où se tient la COP cette année, est particulièrement en retard par rapport à ce qu'elle pourrait réaliser notamment avec son accès au soleil.

Les investissements dans les renouvelables s'y traînaient au plus bas en 11 ans en 2021, selon un rapport de BloombergNEF (BNEF). Le continent n'a capté que 0,6% des investissements mondiaux dans le secteur.

«L'Afrique a un potentiel phénoménal. Ils peuvent produire 1 000 fois l'électricité et l'énergie dont ils ont besoin. Ce continent est une incroyable centrale électrique», s'enthousiasme le patron de l'IRENA. «Mais nous devons revoir la façon dont fonctionne la coopération. L'Afrique ne peut pas se développer, aller vers un système énergétique propre, sans la bonne infrastructure physique et juridique», ajoute-t-il.

Il met aussi en garde contre la tentation de se reposer sur des

nouveaux projets d'énergie fossiles pour se développer, un rêve caressé par plusieurs pays comme le Sénégal ou la République démocratique du Congo.

«C'est dans l'intérêt du continent de sauter dans le nouveau train» plutôt que de «rester coincé dans des technologies anciennes», plaide Francesco La Camera.

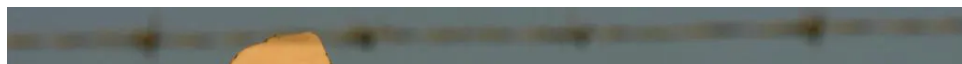
Selon lui, l'Afrique pourrait ainsi bénéficier de millions d'emplois nouveaux et d'une accélération de sa croissance. «Mais cela ne peut être fait que si les pays développés sont prêts à faciliter, à soutenir, à travailler avec les Africains pour rendre cela possible», conclut-il.

10.11.2022, 10h14

Les prix du pétrole poursuivent leur repli

Les prix du pétrole poursuivaient leur repli jeudi, après trois journées consécutives de baisse. Ils demeuraient lestés par les stocks américains, lesquels ont présenté une augmentation plus importante qu'attendu, et également par les attentes déçues des investisseurs au niveau de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de coronavirus en Chine.

Peu avant 08h00, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier 2023 se contractait à 92,32 dollars, soit de 0,35%, après s'être nettement tassé de 2,84% à 92,65 dollars la veille au soir. Quant aux 159 litres de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en décembre, ils se négociaient à 85,49 dollars, en repli de 0,39%. Mercredi soir, le baril d'or noir américain avait perdu 3,46% à 85,83 dollars.





Des unités de pompage dans un champ pétrolier en Californie, le 11 mars 2008.

KEYSTONE/EPA/PAUL BUCK

Les cours du brut ont fléchi après que l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a annoncé mercredi que les réserves hebdomadaires américaines de brut commercial avaient fortement augmenté. Durant la semaine achevée le 4 novembre, ces stocks commerciaux de brut ont progressé de 3,9 millions de barils alors que les analystes misaient sur une petite hausse de 250'000 barils selon des prévisions médianes.

Cela s'explique notamment par une hausse de la production à 12,1 millions de barils par jour (+200 000 barils par jour) et par une réduction des exportations (-404 000 barils par jour). Les cours sont aussi restés à la baisse parce que le scénario d'une reprise chinoise face au Covid a été repoussé, «la Chine perdant sa bataille face au Covid-19», a estimé Edward Moya d'Oanda.

Suspense électoral

En outre, selon lui, «la faiblesse du pétrole aurait pu être beaucoup plus importante si les républicains avaient eu une meilleure performance mardi soir». «Une forte vague républicaine aurait signifié une plus grande pression pour augmenter

la production» de brut, assurait l'analyste.

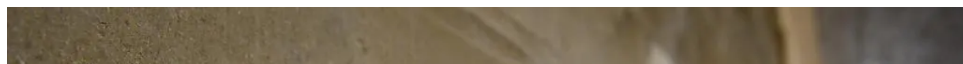
Tous les résultats des élections au Congrès n'étaient pas encore connus. L'opposition républicaine devrait dominer la Chambre des représentants, mais pas dans la mesure qui était attendue, la vague républicaine n'ayant pas eu lieu. Quant au Sénat, quatre sièges sont encore incertains.

09.11.2022, 15h38

Vif succès pour les subventions aux rénovations énergétiques

Les subventions pour l'assainissement énergétique des bâtiments ont été fortement sollicitées en 2022 dans le canton de Vaud. L'intégralité de l'enveloppe annuelle allouée, soit 50 millions de francs, a été attribuée avant la fin de l'année. Près de 2500 projets de rénovation en ont bénéficié.

Les subventions, octroyées dans le cadre du Programme Bâtiments aux propriétaires souhaitant rénover énergétiquement leur bien immobilier, ont à nouveau rencontré un vif succès. Comme en 2018, l'intégralité de l'enveloppe mise à disposition pour 2022 a été attribuée entre janvier et octobre, a annoncé le canton mercredi.





Les subventions allouées aux rénovations énergétiques des bâtiments ont connu un vif succès dans le canton en 2022. (Photo prétexte)

KEYSTONE/LAURENT GILLIERON

Afin de ne pas freiner les projets en cours, les demandes de subventionnement pour la fin 2022 peuvent toujours être déposées selon la procédure habituelle. Les aides financières seront prélevées sur l'enveloppe 2023.

10 millions supplémentaires

Dans le but d'accélérer l'assainissement du parc immobilier, le Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité augmentera l'enveloppe à disposition: elle passera l'an prochain de 50 à environ 60 millions de francs.

Les moyens alloués contribuent de manière significative aux objectifs de réduction des émissions de CO₂ fixé dans le Plan climat vaudois adopté en 2020. Pour rappel, le financement de ces subventions est assuré d'une part par la Confédération (35 millions en 2022) et, d'autre part, par l'Etat de Vaud (15 millions en 2022) via la taxe cantonale sur l'électricité (0,6 centime par kWh/h consommé).

Retombées économiques

Le chauffage des bâtiments contribue à hauteur de 34% aux émissions de gaz à effet de serre du canton. L'appui à l'assainissement constitue un levier d'action important, dans le domaine de la protection du climat et dans celui de la maîtrise de la consommation d'énergie. Il représente aussi un important outil de soutien à l'environnement économique vaudois.

Pour chaque franc de subvention versé pour les rénovations, il est estimé que cinq à six autres francs sont investis. Les 50 millions engagés en 2022 vont ainsi générer des retombées économiques d'environ 250 millions de francs.

09.11.2022, 15h21

Des réservoirs pour le gaz pourraient voir le jour en Suisse

Des réservoirs pour le gaz naturel, le biogaz et l'hydrogène pourraient voir le jour en Suisse. Le Conseil fédéral s'intéresse à la question afin de renforcer la sécurité de l'approvisionnement. Il a demandé mercredi des clarifications quant aux implications légales et financières.

La consommation de gaz devrait diminuer significativement jusqu'en 2050, en raison de mesures d'efficacité et d'électrifications croissantes. Le gaz restera toutefois important pour les processus à haute température utilisés dans l'industrie, note le gouvernement, après avoir pris connaissance d'un rapport sur le sujet.

Disposer de possibilités de stockage de gaz est donc important. Or la Suisse ne dispose pas d'installations conséquentes. Elle dépend des importations. Le Conseil fédéral envisage principalement de mettre sur pied des installations saisonnières pour le gaz naturel, le biogaz ou l'hydrogène dans le sous-sol.

Projet en cours en Valais

Des études géologiques ont déjà été effectuées par le passé,

mais les projets n'ont pas abouti faute de rentabilité et d'informations lacunaires sur le sous-sol. Des projets concrets ont été abandonnés sur les sites de Collonges (VS), Innertkirchen (BE) ou encore dans le canton de Neuchâtel, par manque de résultats favorables ou parce qu'ils entraient en conflit avec d'autres projets.

Le projet de Gaznat à Oberwald (VS) est quant à lui toujours sur les rangs. Il vise à stocker jusqu'à 1,48 TWh de gaz naturel, soit 4% de la consommation nationale. A ses balbutiements, l'installation pourrait être opérationnelle au plus tôt en 2030.



Une installation de Gaznat à Noville, le jeudi 10 décembre 2009.

KEYSTONE/Jean-Christophe Bott

Soutien financier envisagé

Pour les auteurs du rapport, seules les installations de stockage saisonnières contribuent à renforcer la sécurité d'approvisionnement énergétique. Elles devront également permettre le stockage d'hydrogène et de biogaz, en raison de l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050. De telles installations devraient être les seules à bénéficier d'un soutien financier, si nécessaire.

Plusieurs modèles de financement sont évoqués: l'intégration

dans la rémunération du réseau, le prélèvement d'un supplément de réseau ou une contribution fédérale à l'investissement. Il serait également possible de prescrire la constitution de réserves obligatoires sous forme de gaz ou de continuer à ne pas réglementer le financement.

Le Conseil fédéral a demandé une clarification des conditions-cadres requises sur les plans légal et financier. De telles installations ne devraient toutefois pas voir le jour rapidement. Entre cinq à dix ans sont nécessaires de la prise de décision à la réalisation. Les problèmes d'approvisionnement liés à la guerre en Ukraine ne seront donc pas résolus avec cette solution.

Articles plus anciens →

AFP/ATS/Sonia Imseng/Auriane Page/Arnaud Mittempergher/EAH

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

275 commentaires